

## Être conservateur aujourd'hui

Éric Bédard

Numéro 65, été 2016

La gauche et la droite

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83550ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bédard, É. (2016). Être conservateur aujourd'hui. *L'Inconvénient*, (65), 24–26.

# ÊTRE CONSERVATEUR AUJOURD'HUI

*Éric Bédard*

Depuis le tournant du millénaire, un nouveau clivage idéologique prend forme ; il oppose moins la gauche et la droite que le progressisme au conservatisme. Cette nouvelle polarisation se déploie à l'échelle de l'Occident et ne recoupe pas encore tout à fait les clivages partisans. En effet, les progressistes et les conservateurs se retrouvent autant dans la droite que dans la gauche traditionnelle.

Cette nouvelle configuration s'explique en bonne partie par la crise économique du début des années 1980 et la fin de la guerre froide. Le premier événement a eu des conséquences politico-idéologiques majeures sur la gauche. En Europe, les grands partis socialistes sabrèrent dans les programmes sociaux, abandonnèrent les nationalisations et se convertirent à l'Europe et à un antiracisme doctrinal. Incapables de convaincre les classes moyennes de les suivre dans leur virage, ils misèrent sur un prolétariat de substitution formé de jeunes, de femmes et de minorités. Toute une frange de cette gauche passa du social à la contre-culture. Le multiculturalisme, la culpabilisation de l'Occident, la guerre contre les « préjugés » de l'homme blanc devinrent les nouveaux credos de cette gauche. La fin de la guerre froide eut aussi des répercussions, mais surtout sur la droite libérale. Toute une frange de cette droite célébra la fin de l'Histoire et considéra que les guerres idéologiques étaient bel et bien terminées. L'heure était à la dérèglementation et à la mondialisation. Le libre marché devait étendre ses tentacules aux quatre coins du monde et donner accès aux joies de la consommation. Il fallait lever tous les obstacles qui empêchaient les grandes entreprises de faire des affaires à l'extérieur des frontières de leur pays. Les horizons semblaient illimités, ainsi que les profits... Si on classe les premiers à gauche et les seconds à droite, cette gauche de la contre-culture et cette droite néolibérale en sont venues à former un seul et même camp « pro-

gressiste », omniprésent dans les médias et à l'université. Sur des enjeux aussi importants et sensibles que la nation, l'école et la famille, il y a très souvent convergence de vues.

C'est durant la trentaine, au début du millénaire, que je me suis découvert « conservateur ». C'est qu'avec le temps il a bien fallu mettre cartes sur table et m'admettre à moi-même que la gnose progressiste ne correspondait pas à ma vision du monde. Ce *coming-out* politico-intellectuel n'était pas évident puisqu'à peu près personne, ici, ne se disait conservateur. Lorsque j'ai réalisé que cette sensibilité philosophique correspondait à la mienne, j'en ai conclu qu'il valait mieux l'assumer plutôt que de recourir constamment à des circonlocutions biscornues ou à des formules alambiquées. J'aurais pu, comme bien d'autres, pester contre les étiquettes qui nous empêchent de penser vraiment ou répéter que la gauche et la droite n'existaient plus, mais j'y voyais un faux-fuyant, une entourloupette qui n'échapperait à personne, à commencer par moi-même. Dans la vie des idées, comme dans la vie tout court, mieux vaut assumer ce qu'on pense et regarder les autres droit dans les yeux, quitte à ressentir le mépris ou le dégoût de certaines âmes sensibles. Je repense parfois à cette moue dédaigneuse d'une animatrice de Radio-Canada très « tendance », très « ouverte », citer en ondes un article de Louis Cornélius qui me présentait comme un « historien *conservateur* ». Elle aurait dit « pédophile » qu'elle aurait eu le même haut-le-cœur !

C'est dans le Québec et l'Occident d'aujourd'hui que je suis conservateur, non dans celui du 19<sup>e</sup> siècle. Paysan d'Ancien Régime, me serais-je réclamé du conservatisme ? J'ose croire que j'aurais été choqué par les injustices sociales, que j'aurais pris fait et cause pour la République ou contre l'esclavage. Mais je ne peux en être complètement certain non plus. Autre temps, autres mœurs. En Corée du Sud, pays que

j'ai visité à deux reprises pour y donner un séminaire et où j'ai tissé des liens avec des collègues francophiles, je serais probablement un « progressiste ». Toute la société y est littéralement conscrée par la performance économique ; les employés des grandes entreprises ne prennent qu'une semaine de congé par année, et il est mal vu de la prendre ; les enfants, après leur longue journée sur les bancs d'école, suivent des cours le soir et la fin de semaine pour performer à toutes sortes d'examens ; tout le monde travaille tout le temps, la vie est programmée, le taux de suicide élevé. C'est dans une situation particulière, dans le contexte de ce tournant du millénaire, que je suis devenu conservateur, parce que j'ai eu le sentiment qu'un certain progressisme libéral et libertaire saupait les institutions les plus fondamentales que s'est données la modernité.

S'il m'a fallu un certain temps pour assumer mon conservatisme, c'est qu'au Québec ce courant de pensée, tout comme l'ensemble de la droite, est spontanément associé à des dispositions idéologiques dans lesquelles je ne me suis jamais reconnu. On l'associe souvent au courant libertarien que représentent des chroniqueurs comme Éric Duhaime et Richard Martineau, ou les intellectuels de l'Institut économique de Montréal et de la revue en ligne *Le Québécois libre*, longtemps dirigée par l'économiste Martin Masse. La cible de ces libertariens, ce sont les syndicats, l'État et tous ceux qui dépendent d'une façon ou d'une autre des deniers publics pour vivre. On associe aussi le conservatisme au traditionalisme moral et religieux, hostile à l'avortement ou à l'homosexualité et favorable à tout ce qui renforcerait la loi et l'ordre. Ailleurs en Occident, ce courant a ses représentants, mais ici, sauf le cardinal Marc Ouellet (retourné à Rome !), la revue *Égards* et quelques groupes confidentiels, on ne trouve guère d'interlocuteurs connus pour défendre de telles positions. Chez les intellectuels, le conservatisme est souvent associé à l'égoïsme des possédants, soucieux de garder pour eux leurs richesses, qu'on présume acquises frauduleusement et cachées dans d'obscurs paradis fiscaux.

Tous ces courants ont bel et bien pignon sur rue, mais je ne me reconnais pas en eux. Fils d'ouvrier, je n'ai vraiment rien d'un « possédant » et j'ai bénéficié de l'égalité des chances promue par l'État-providence ; souverainiste, je crois que l'État a joué un rôle-clé dans notre redressement économique ; mari d'une féministe et père d'une fille à qui je souhaite d'être libre de faire ses choix, je n'ai rien d'un partisan du retour des femmes à la maison. Malgré tout, je me considère comme un « conservateur ». Masochisme, coquetterie d'intellectuel ? Pas seulement... !

Mon conservatisme est d'abord une attitude critique face à tous ces progressismes qui croient avoir trouvé le sens ultime de l'Histoire. Contrairement à ce que plusieurs présumant, le progressisme est loin d'être le monopole de la gauche. Les pdg qui réclament toujours plus de souplesse et de flexibilité de leurs employés et qui prêchent la mondialisation, ou les pédagogues qui adoptent le jargon des « compétences transversales » se présentent tous à nous comme d'ardents défenseurs du Progrès. Mais leur progrès est celui d'un individu désaffilié, qui trouve son bonheur dans les

satisfactions matérielles et une quête un peu narcissique du bonheur, qui ne peut s'épanouir que dans un monde sans frontières et sans appartenances contraignantes ; un monde autorégulé par le marché, encadré par des chartes internationales. La gauche culturelle issue de Mai 68 n'est pas moins réfractaire aux frontières, aux nations et aux États qui tentent de formuler des règles communes au nom de principes supérieurs, pétris par une civilisation et un héritage culturel. Son progressisme est en réalité aussi individualiste que celui des libertariens ; c'est du moins ce qu'ont montré, et de brillante façon, des penseurs comme Jean-Claude Michéa en France et Gilles Labelle au Québec.

À cette conception linéaire de l'Histoire à laquelle adhèrent généralement les progressistes – une Histoire qui accouche de ses plus beaux fruits à la suite de combats menés par les phalanges les plus éclairées –, les conservateurs opposent une conception plus tragique. L'histoire des conservateurs perd sa majuscule et sa majesté, car elle est faite de gestes héroïques et de trahisons, d'avancées et de reculs, de grandeur et de déclin. S'il en est ainsi, c'est qu'aux yeux des conservateurs les êtres humains ne changent pas, ils restent libres de choisir entre le Bien et le Mal ; le meilleur système d'éducation et la multiplication des bibliothèques n'empêcheront pas un bon nombre de choisir malgré tout la mauvaise voie. Les conservateurs sont habités d'un scepticisme ontologique. Le camp du Bien ? Il existe peut-être dans l'au-delà, mais certainement pas en ce bas monde.

Qu'ils viennent de la droite libertarienne ou de la gauche libertaire, les progressistes mènent une lutte sans merci contre la nation-repli et l'école-transmission parce que ces deux institutions brimeraient l'individu autonome, souverain, sans attaches, maître absolu de ses choix, de ses rêves et de ses goûts. Comme ils se méfient des peuples constitués en volonté collective, ils sont favorables aux traités internationaux qui aliènent les États-nations de leur souveraineté, défendent toutes ces chartes constitutionnalisées qui brident les Parlements et sont souvent à l'origine de ces écoles-ouvertes-sur-leur-milieu, attentives aux besoins du marché ou perméables aux causes du jour et à toutes ces réformes pédagogiques insensées qu'on lui impose à toutes les décennies au nom de la réussite scolaire ou du droit au diplôme. Les nations ne sont pas qu'un édifice de lois, de normes et de règles édictées par des individus consentants. Elles sont aussi des réalités organiques assez mystérieuses, mues par des traditions, une mémoire, des affects. Elles offrent des repères, un ancrage, et sont notre premier « monde commun ». Les progressistes veulent affranchir les individus de cet héritage pour en faire des consommateurs plus malléables et conformistes ou pour les délivrer des dettes morales qu'ils auraient contractées à l'égard de leur pays.

Cet héritage, toujours fragile, surtout lorsqu'on est d'une petite nation, nous sommes évidemment libres de l'assumer ou de le rejeter, comme nous sommes libres d'accepter ou de rejeter nos parents. Dans un contexte où il n'y en a que pour la mondialisation des marchés et des marques, défendre la nation en tant que siège d'une vraie liberté démocratique et d'un ancrage identitaire, c'est défendre un acquis de civili-

sation et mener un combat fondamentalement conservateur. Ce combat rallie philosophiquement les écologistes, convaincus que la logique actuelle de développement risque, à terme, de saccager nos terres, nos forêts et nos lacs, de siphonner nos ressources non renouvelables et de détruire la planète. Il rallie aussi les militants d'une ancienne gauche ouvriériste, instinctivement hostiles à la démesure des aristocrates du grand capital et qui souhaitent que leurs enfants et leurs petits-enfants valorisent l'effort, maîtrisent leur langue, connaissent leur histoire et aient accès à une bonne éducation. Les uns et les autres sont attachés à la souveraineté des États qui permettent aux peuples d'orienter leur destin.

Dans l'espace public, ces arguments « conservateurs » en faveur de la nation et de l'école sont souvent entendus, débattus. Défendre la famille est une autre paire de manches. Difficile d'avancer des idées claires sur ce sujet sans passer pour un nostalgique-du-bon-vieux-temps. C'est que la famille d'autrefois n'a pas laissé de très bons souvenirs. Durant les années 1960, on a rompu avec un modèle unique, trop contraignant, étouffant même pour plusieurs. Les histoires familiales, quand on y pense, ont inspiré quantité de romans, de films et de téléseries, suivies assidûment parce qu'elles faisaient écho à beaucoup de déception, d'amertume et de souffrance. Je suis souvent irrité par le mépris de bien des boomers pour les valeurs de leurs parents, fiers de leur bungalow et de leur petit confort matériel acquis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, après des décennies de privation. Pour autant, je suis loin d'idéaliser les familles traditionnelles d'autrefois et leurs mariages parfois forcés, la rudesse des sentiments, la nécessité pour l'homme et la femme de « faire son devoir », les sacrifices des aînés qui s'occupaient des plus petits, travaillant sur la terre ou se pressant de ramener un salaire dès qu'ils savaient lire ou écrire alors qu'ils auraient dû poursuivre leurs études. Je ne voudrais pour rien au monde chausser les bottes d'un paysan déraciné de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, forcé de s'installer dans un taudis de Saint-Henri avec une femme qu'il connaissait à peine, sans lune de miel, sans légèreté, sans méthode contraceptive, trimant comme une bête de somme du matin au soir pour ramener une maigre pitance qui allait servir à payer le loyer mal chauffé et à nourrir des bouches toujours plus nombreuses. Je comprends parfaitement qu'on ait voulu se libérer d'un carcan aussi rigide.

Nulle nostalgie de la famille traditionnelle, donc, mais nulle complaisance non plus face à ce qu'est devenue, aujourd'hui, la famille. Car si, dans l'Ancien Régime, il n'y en avait que pour la famille, j'ai l'impression qu'il n'y en a maintenant que pour le couple. On tombe amoureux, on ne fonde plus de famille ; on se sépare, fait nouveau, par amour... pour une autre ; on fait des enfants parce qu'on tient à vivre une « expérience ». Lorsque vient le temps de prendre une décision capitale pour l'avenir des enfants qu'on aura mis au monde, celle de rester en couple ou de se séparer, les slogans de la bonne conscience progressiste, malaxée par les manuels de croissance personnelle et les thérapies introspectives, viendront nous hanter : « On a juste une vie à vivre », « Surtout, ne jamais s'oublier », « Il faut avant tout s'écouter », « J'ai le droit au bonheur »... La tentation d'une « autre vie » – thème

de nombreux romans de gare prisés par beaucoup d'hommes et de femmes – est alors grande, très grande. Autour de moi, mille récits de séparations et de bouleversements intimes. Lorsque je prends la mesure de la vie amoureuse et « familiale » des quadragénaires qui m'entourent – et je m'inclus dans ce groupe – la même formule me revient invariablement à l'esprit : « Le chaos est la norme. » Au lendemain de cet ancien régime familial, il fallait probablement passer par ces zones de turbulence. Mais je m'inquiète que nos réflexions portent presque exclusivement sur le couple ou l'amour, et trop peu sur le sort des enfants que nous mettons au monde et le cadre dans lequel ils devront grandir, former leur personnalité et découvrir le monde. Trop centrés sur les misères de l'amour, passons-nous à côté de leurs besoins les plus fondamentaux ?

Si je suis si sensible à la famille, c'est parce que je mesure chaque jour ce que je dois à mes parents et à toute la tribu qui m'a accompagné jusqu'à la vie adulte. Ces gens sans prétention qui n'ont pas appris à élever des enfants dans les livres, qui ont sûrement avancé à tâtons, commis quelques bourdes, m'ont tenu la main au moment où j'étais le plus vulnérable et m'ont fait voir, à travers leurs yeux, ce qui m'attendait. Dans ce monde qui s'offrait à moi, grâce à eux, je me suis senti le bienvenu. Mon conservatisme a pris forme sur la terre de mon grand-père et sur les routes du Québec avec mon père. C'est en écoutant mes oncles discuter politique que j'en suis venu à croire au bon jugement du peuple et aux vertus de notre démocratie. C'est en découvrant comment mon arrière-grand-père avait organisé l'établissement de ses fils que j'ai compris que je faisais partie d'une lignée, que je n'étais pas seul au monde, que je devais une partie de mon sort enviable à des devanciers qui avaient trimé dur, qu'un jour ce serait à moi de passer le flambeau. C'est en prenant la mesure de tout cela, lorsque j'ai compris que des forces puissantes travaillaient à saper les fondements de ce qui avait rendu ce cadre possible, que je suis devenu conservateur.

Orphelin de père, fils d'une femme de ménage illettrée, homme d'engagements et de combats, Albert Camus a magnifiquement résumé l'ethos du conservatisme moderne dans son grand discours de Suède prononcé lors de la réception de son prix Nobel, le 10 décembre 1957 : « Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le fera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse. Héritière d'une histoire corrompue où se mêlent les révolutions déçues, les techniques devenues folles, les dieux morts et les idéologies exténuées, où de médiocres pouvoirs peuvent aujourd'hui tout détruire mais ne plus convaincre, où l'intelligence s'est abaissée jusqu'à se faire la servante de la haine et de l'oppression, cette génération a dû, en elle-même et autour d'elle, restaurer, à partir de ses seules négations, un peu de ce qui fait la dignité de vivre et de mourir. » ■